



François Dubuisson: «La Cour pénale internationale est compétente sur Gaza»

Description

«La Cour pénale internationale est compétente sur Gaza»

Pour évoquer les aspects juridiques du conflit actuel à Gaza, nous avons joint François Dubuisson, expert en droit international (ULB).

Le 25 juillet, le ministre palestinien de la Justice et le procureur général de Gaza ont mandaté un cabinet d'avocats français pour déposer une plainte contre Israël pour crimes de guerre devant la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye. Pensez-vous que la cour devrait se déclarer compétente?

A priori oui, il y a des bases assez solides. Les Palestiniens se basent sur leur déclaration auprès de cette cour qui date de 2009, après l'opération militaire israélienne à Gaza appelée Plomb durci. Bien que non-adhérents au traité qui fonde la CPI, les Palestiniens, par cette déclaration, rendaient la cour compétente. Mais le statut de la Palestine était alors encore incertain. Était-ce un Etat? Le procureur de l'époque avait joué la montre puis avait renvoyé la balle à l'Assemblée générale de l'ONU et à l'Assemblée des Etats parties à la CPI. Toutefois, entre-temps, non seulement la Palestine a-t-elle été acceptée au sein de l'Unesco mais aussi, en 2012, comme Etat non-membre de l'ONU. Il n'y a donc aucun doute que la Palestine a la capacité d'agir devant la CPI. Celle-ci est donc potentiellement compétente dans le cas de crimes de guerre allégués comme les attaques contre les civils. La cour peut d'ailleurs très bien élargir d'éventuelles poursuites au Hamas, par exemple pour des tirs de roquettes indiscriminés contre Israël.

La CPI peut poursuivre des États comme des organisations?

Ni l'un ni l'autre. Elle ne peut poursuivre que des individus. Il avait été envisagé, lors de l'élaboration des statuts de la CPI, de lui donner compétence à poursuivre des personnes morales (des organisations, ou même des Etats), mais cela n'a pas été retenu en fin de compte. Autrement dit, la CPI chercherait à établir qui s'est rendu coupable de crimes de guerre

ou contre lâ??humanitÃ©: celui qui a concrÃ©tement Â«poussÃ© sur le boutonÂ» dâ??une action illicite mais elle peut aussi remonter la chaÃ©ne de commandement jusquâ??au sommet.

Les crimes commis pendant lâ??offensive Plomb durci en 2008-2009 paraissent largement semblables Ã ce qui se passe en ce mois de juilletâ?!

Le parallÃ©le avec Plomb durci semble pertinent. Le Conseil des droits de lâ??homme de lâ??ONU avait, comme cette fois-ci, commanditÃ© un rapport â?? le fameux rapport Goldstone â?? qui avait incriminÃ© IsraÃ©l pour la disproportion totale entre lâ??avantage militaire recherchÃ© par une sÃ©rie dâ??actions militaires et les dommages collatÃ©raux. Quand on voit ce qui sâ??est passÃ© ces derniers jours dans certains quartiers de Gaza complÃ©tement rasÃ©s, la disproportion, notion juridique importante, est clairement en cause. Goldstone nâ??ignorait pas non plus les tirs indiscriminÃ©s du Hamas. Ce rapport nâ??est pas prescrit, le procureur pourrait relancer le dossier.

IsraÃ©l se retranche derriÃ©re le fait que lâ??armÃ©e prÃ©vient les populations par tracts, SMS, coups de tÃ©lÃ©phone, pour quâ??elles Ã©vacuent les zones quâ??elle sâ??apprÃ©te Ã bombarderâ?!

Le rapport Goldstone Ã©voquait ces avertissements, estimant quâ??ils pouvaient constituer un Ã©lÃ©ment de prÃ©caution Ã retenir mais notait que, si les civils ne sâ??en allaient pas, ces avertissements ne constituaient pas un Ã©lÃ©ment qui Ã©tait la responsabilitÃ© pÃ©nale Ã celui qui bombarde. De mÃªme, pour la question des Â«boucliers humainsÂ», dÃ©jÃ invoquÃ©e par IsraÃ©l en 2008-2009: ce phÃ©nomÃ¨ne nâ??avait pas Ã©tÃ© dÃ©montrÃ© et, de toute faÃ§on, il nâ??aurait pas justifiÃ© un feu vert pour tuer des civils quand bien mÃªme le Hamas aurait lui-mÃªme commis une violation du droit humanitaire en se servant de boucliers humains. Le principe de la disproportion pourrait Ãªtre ici aussi plaidÃ©.

Par BAUDOUIN LOOS, in Le Soir, Bruxelles, mardi 29 juillet 2014

date crÃ©Ã©e
2014/08/04